Belgeo

Revue belge de géographie

2 | 2018

Patrimoine, environnement et développement : sens et contresens pour l'espace rural en Afrique

Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasai (République démocratique du Congo)

Power, territoriality and conflicts in Large Kasai (Democratic Republic of Congo)

Kabata Kabamba

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/belgeo/26916>

DOI : 10.4000/belgeo.26916

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Kabata Kabamba, « Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasai (République démocratique du Congo) », *Belgeo* [En ligne], 2 | 2018, mis en ligne le 17 septembre 2018, consulté le 08 février 2023.

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/26916> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.26916>

Ce document a été généré automatiquement le 8 février 2023.

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasai (République démocratique du Congo)

Power, territoriality and conflicts in Large Kasai (Democratic Republic of Congo)

Kabata Kabamba

Introduction

- ¹ L'espace kasaïen, couramment appelé « Grand Kasai » parce que correspondant aux limites de l'ancienne province coloniale du Kasai, est un territoire de 325 044 km² avec une population estimée actuellement à 15 millions d'habitants. Récemment mis au-devant de la scène suite à un conflit fortement médiatisé¹, cet espace mérite d'être étudié dans l'objectif d'identifier et d'expliquer les mécanismes et processus à la base de cette situation tant décriée qui a causé des effets néfastes sur les plans socioéconomique, environnemental et patrimonial. Par l'analyse des déterminants institutionnels et socioéconomiques de l'organisation spatiale et de la valorisation des immenses ressources naturelles, un accent particulier est mis sur la compréhension des mécanismes d'appropriation territoriale et de la conflictualité qui en découle. Cela suppose de mettre en évidence les principaux aspects du contexte régional et de son évolution au cours des soixante dernières années, ainsi que l'examen des relations entre l'espace et les acteurs tant économiques que sociopolitiques dans l'objectif de montrer comment les phénomènes agissant au niveau national interfèrent à l'échelle de l'espace kasaïen et même au niveau local (Vandermotten, Vandeburie, 2005). Il s'agit des relations à la terre et aux ressources qu'elle porte. Ces relations concernent différents acteurs et niveaux de pouvoir. Elles sont entendues comme processus d'échanges et de communication s'inscrivant dans une approche territoriale dont l'intérêt réside notamment dans une meilleure compréhension des évolutions d'un

espace par la mise en évidence des sujets influant sur son devenir et l'analyse de ses relations passées et présentes à l'environnement ainsi que des conflits (Schmitz, 2000).

- 2 L'article analyse d'abord le contexte socioéconomique et l'organisation territoriale marqués par de nombreux changements en termes d'entités territoriales, de mouvements de population, d'urbanisation et de déclin économique. Ensuite, les conflits sont expliqués à travers une interprétation du rôle des acteurs, des enjeux du pouvoir, de la relation à la terre et aux ressources naturelles en s'appuyant sur les éléments du contexte pour identifier les effets sur l'environnement et le patrimoine.

Evolution de l'organisation territoriale et contexte socioéconomique

- 3 Pour comprendre la situation actuelle du Grand Kasaï, il est important d'expliquer l'évolution de son organisation administrative et du contexte socioéconomique marqués par d'importants mouvements de population, une urbanisation galopante, un déclin économique et un sentiment de frustration des populations se sentant abandonnées par les pouvoirs publics.

Pouvoir et organisation administrative : les pesanteurs d'une restructuration permanente

- 4 Dans la structure administrative actuelle en 26 provinces (figure 1), instituée par la Constitution du 18 février 2006 et devenue effective en 2015, le Grand Kasaï regroupe la Lomami, le Sankuru, le Kasaï, le Kasaï-Central et le Kasaï-Oriental². Les provinces jouissent d'une libre administration. Elles sont subdivisées en entités décentralisées ayant une personnalité juridique et dont les autorités doivent être élues (villes, communes rurales et urbaines, secteurs et chefferies) et en entités déconcentrées sans personnalité juridique (territoires, quartiers des villes, groupements et villages). Les entités sous pouvoir coutumier sont les chefferies, les groupements et les villages. Elles sont sous l'autorité de chefs traditionnels désignés et intronisés selon les us et coutumes, mais qui doivent jouir d'une reconnaissance des autorités civiles, principalement du Gouverneur de Province.
- 5 A l'instar de l'ensemble de la République démocratique du Congo, cet espace kasaïen a connu une succession de réformes administratives marquées par la création, le démembrement et le regroupement des provinces (de Saint Moulin, 1988 ; Lumanu Mulenda Bwana N'Sefu, 2015). Ses limites actuelles découlent du découpage administratif de 1933, année où le Congo-Belge fut structuré en six provinces : Léopoldville, Coquilathville, Stanleyville, Costermansville, Elisabethville et Lusambo. En 1947, cinq de ces provinces changèrent de nom³, et ce sont ces dénominations qui furent conservées à l'accession à l'indépendance en 1960 selon un dispositif inscrit dans la Loi Fondamentale et qui constitue une sorte « d'identités virtuelles nées de cette organisation sous le signe, entre autres de Grand Kasaï, Grand Kivu,... » (Ndaywel è Nziem, préface de l'ouvrage de Lumanu Mulenda Bwana N'Sefu, 2015)⁴.

Figure 1. Localisation du Grand Kasaï en R.D. Congo.

- 6 Depuis 1960, l'espace kasaïen a subi trois restructurations administratives. Si pendant la colonisation, la restructuration en provinces, districts et territoires⁵ avait pour principale motivation la recherche d'un meilleur encadrement territorial et d'une valorisation efficiente des ressources naturelles, ce ne fût pas le cas après l'accession du pays à l'indépendance. En effet, la période postcoloniale est marquée par des rivalités entre les acteurs politiques sur fond de tribalisme. D'où une succession de démembrements et de regroupements des entités administratives. Le régime postcolonial opéra des restructurations successives impliquant une territorialité marquée par les effets des facteurs aussi bien de légalité que de légitimité exercée ou revendiquée. C'est de la conjugaison des intérêts des acteurs politiques, du rôle du tribalisme politique et de l'influence déterminante des forces traditionnelles représentées par les chefs coutumiers que fut mis en œuvre le découpage territorial par démembrement ou regroupement des provinces dans le cadre d'un processus de décentralisation inachevé et plusieurs fois interrompu (Monnier, Willame, 1964 ; Tshimanga-Tshileja, 1969 ; Lombe Tshibuabua, Kangitsi, 1994 ; Bruneau, 2009 ; Bouvier, 2012).
- 7 En premier lieu, la courte expérience des vingt-deux provinces (octobre 1962 à décembre 1966) « s'est faite au détriment d'une certaine cohérence, quoique avec le souci de respecter des réalités et aspirations locales » (Bouvier, 2012, p. 23). Correspondant au régime de la première République caractérisée par une légitimité contestée (Mbambi Monga, 2008), cette période fut marquée selon P. Bouvier par une attitude de protestation contre un pouvoir central considéré comme héritier du pouvoir colonial avec sa tendance à centraliser, par des rivalités parfois violentes entre les provinces ou par une hostilité de ces dernières au pouvoir central. La province du Kasaï prévue par la Loi fondamentale fut divisée en 5 provinces sur une base principalement ethno-tribale (figure 2b) : Sud-Kasaï (essentiellement constituée de Luba-Lubilanji), Luluabourg (à majorité Luba-luluwa, couramment appelé Luluwa), Lomami (à majorité Songye), Sankuru (habitée surtout par les Tetela) et Unité

Kasaïenne (la seule à être constituée d'une mosaïque de peuples : Kuba, Kete, Pende, Ciokwe, Salampasu, Lele, etc.). Ce maillage fut perçu de façon péjorative, vexatoire, méprisante, exploitée par ses détracteurs, parmi lesquels Mobutu qui utilisa le terme de « provincettes » et rejeta la décentralisation dès décembre 1966.

- 8 Aussi, au Grand Kasai, le régime de la deuxième République procéda à un regroupement en deux provinces (figure 2c) : le Kasai Oriental (chef-lieu : Mbuji-Mayi) constitué des anciennes provinces du Sud-Kasai, du Sankuru et de la Lomami auxquelles furent ajoutées certaines parties des Territoires de Dibaya et Dimbelenge ; et le Kasai Occidental (chef-lieu : Kananga) comprenant la province de Luluabourg, amputée des parties des Territoires de Dibaya et Dimbelenge, et celle de l'Unité kasaïenne.
- 9 Enfin, le régime de la troisième République a démantelé le Grand Kasai en cinq provinces (figure 2d et tableau 1).

Figure 2. L'évolution du découpage administratif du Grand Kasai depuis 1960.

Fig 2c. Grand Kasai - Régions selon le découpage administratif de 1966

Fig 2d. Provinces du Grand Kasai selon le découpage administratif de 2006 (devenu effectif en 2015)

Tableau 1. Grand Kasai : nombre d'entités administratives par province (2015).

Province	Superficie (en km ²)	Villes	Territoires	Communes urbaines	Communes rurales	Secteurs	Chefferies	Groupements
1. Kasai	95 631	1	5	5	6	17	3	385
2. Kasai Central	59 111	1	5	5	7	33	-	358

3. Kasaï Oriental	9 545	1	5	5	6	16	1	142
4. Lomami	56 426	2	5	7	4	16	35	252
5. Sankuru	104 331	1	6	4	5	40	2	398
Total Grand Kasaï	325 044	6	26	21	28	132	11	1542
Total RDC	2 345 410	33	145	137	174	471	264	5908

Source : RDC - Ministère de l'Intérieur, cité par INS, Annuaire statistique 2015 (extrait des tableaux 1.1 et 1.29)

D'importants mouvements et une inégale répartition de la population

- 10 De 2,3 millions en 1958, la population kasaïenne est passée à 5,4 millions en 1984, 11 millions en 2010 et elle est estimée à 15 millions d'habitants actuellement. Cette croissance démographique rapide est certes due au croît naturel, mais aussi aux deux mouvements de retour des Kasaïens installés au Katanga⁶ : le premier s'est produit en 1960-62 (plus de 100 000 personnes) et le second entre 1992 et 1994 (près d'un demi-million de « refoulés » du Katanga). Ce reflux a eu pour cause principale les rivalités ethniques survenues en période de crises causées par la sécession katangaise et l'exacerbation de la fibre ethnique par le régime décadent de Mobutu⁷ dans un contexte de déclin des activités de la Gécamines. En majorité, ces personnes s'installèrent à Mbuji-Mayi et dans sa campagne environnante et, dans une moindre part (environ le quart), à Kananga et dans sa région. C'est donc principalement dans la région des peuples parlant le ciluba (les lubaphones) que se replièrent la majorité des « refoulés » du Katanga.
- 11 Ce retour massif des populations en deux vagues a entraîné de nombreux problèmes tels que (Monnier, Willame, 1964 ; Muela, 1987 ; Pourtier, 1998) :
- une pression démographique particulièrement forte sur le milieu, avec toutes les conséquences néfastes sur les rendements agricoles et la gestion territoriale. Par exemple, à la suite du premier reflux des populations luba, « les paysannats »⁸ installés dans les Territoires de Ngandajika, Katanda et de Mwene-Ditu furent occupés par des milliers de personnes qui réintégraient leur région d'origine et virent leurs très solides infrastructures agricoles détruites ;
 - des difficultés d'ordre alimentaire ;
 - des conflits sociaux entre les « refoulés » et la population trouvée sur place ;
 - une croissance rapide des centres urbains dans lesquels se posèrent des problèmes aggravés par l'insuffisance des infrastructures et des logements.

- 12 Cette région lubaphone est principalement celle des provinces du Kasaï Oriental, du Kasaï Central, du sud-est du Kasaï et de la partie sud-ouest de la Lomami. Actuellement, elle est non seulement la plus densément peuplée (tableau 2), mais aussi la plus urbanisée du Grand Kasaï et comprend les quatre principales villes que sont Mbuji-Mayi, Kananga, Tshikapa et Mwene-Ditu.

Tableau 2. Population et densité de population des provinces du Grand Kasaï en 2015.

Province	Population estimée	Superficie (en km ²)	Densité (hab/km ²)
1. Kasaï	2 801 000	95 631	29
2. Kasaï Central	3 317 000	59 111	56
3. Kasaï Oriental	3 145 000	9 545	329
4. Lomami	2 443 000	56 426	43
5. Sankuru	2 110 000	104 331	20
Total Grand Kasaï	13 816 000	325 044	95
Total RDC	85 026 000	2 345 410	36

Source : RDC - Ministère de l'Intérieur, cité par INS, Annuaire statistique 2015 (extrait du tableau 1.29 pour la population et la superficie), densités calculées par nous

Une urbanisation galopante centrée sur un réseau des villes coloniales actuellement très dégradées

- 13 Au cours des soixante dernières années, la croissance de la population kasaïenne a été plus rapide en ville qu'à la campagne. Ainsi, plus du tiers vit actuellement en ville contre un dixième il y a quarante ans. Le Grand Kasaï avait moins de dix agglomérations de plus de 5000 habitants en 1958 et en compte aujourd'hui plus de vingt, pour un taux d'urbanisation d'environ 35 % (Banque Mondiale, 2017). Selon L. de Saint-Moulin (1992) en 1990, les quatre principales villes (Mbuji-Mayi, Kananga, Tshikapa et Mwene-Ditu) comptaient à elles seules 17 % de la population totale des quinze villes congolaises de plus de 100 000 habitants. En 2015, si l'on ne tient pas compte de Kinshasa, cette part est passée à environ 37 % (INS, 2015).
- 14 Les raisons de cette croissance urbaine rapide sont diverses : un important exode rural consécutif à l'abandon des mesures de limitation de l'accès des populations indigènes en milieu extra-coutumier pour la recherche de meilleures conditions sociales en ville ; le retour massif des refoulés du Katanga déjà évoqué ; la libéralisation des activités du diamant à partir de 1982 ; l'isolement et la paupérisation des campagnes (Mwanza, Kabamba, 2002). Le contexte économique explique certains mouvements. Ainsi, si la croissance démographique a été spectaculaire (7 % par an) pour les villes diamantifères de Mbuji-Mayi et de Tshikapa qui ont connu une vitalité économique dans les années

1980 et 1990, depuis une dizaine d'années, suite au ralentissement des activités commerciales dû à la chute du cours du diamant, on constate un mouvement important de départs de ces zones suite à la détérioration du contexte socioéconomique. Des estimations convergentes signalent que, depuis 2008, près de 200 000 personnes ont quitté les régions diamantifères du Grand Kasai, pour s'installer à Kinshasa ou dans le Haut-Katanga. Il s'agit principalement d'anciens creuseurs ou trafiquants de diamant reconvertis pour la grande majorité en taximen motos.

- 15 Les petites et moyennes villes (5000 à 100 000 habitants) dont le nombre a triplé au cours des quarante dernières années, ont connu une croissance soutenue du fait qu'elles ont été bénéficiaires de l'exode rural au détriment des principales villes. Leur croissance démographique est liée à l'attractivité qu'elles exercent sur la campagne environnante et l'importance des équipements socioéconomiques qui y sont implantés (écoles primaires et secondaires, hôpitaux ou centres de santé, commerces, administration, évêché, etc.). Elles sont pour la plupart de création coloniale, avec pour fonction initiale le contrôle administratif du territoire (les postes d'Etat) ou l'encadrement religieux (missions catholiques et protestantes). Certains anciens postes d'Etat sont aujourd'hui des chefs-lieux de province (Lusambo et Kabinda par exemple). Lieux d'instruction et d'encadrement sanitaire, ces agglomérations sont inscrites dans la mémoire collective comme centres d'impulsion de la chrétienté et de la formation d'une nouvelle élite. Elles entretiennent des relations régulières avec leurs campagnes environnantes auxquelles elles ressemblent, pour certains quartiers, sur le plan morpho-fonctionnel. Trois facteurs agissant de façon conjuguée ont encouragé cette croissance : la localisation dans une zone de forte densité de population (particulièrement dans la zone de savanes au sud), les facilités d'accessibilité aux réseaux de transport (routier, ferroviaire ou fluvial) et la proximité d'une grande ville.
- 16 Les effets de l'urbanisation rapide sont néfastes pour l'environnement des villes : disparition des forêts naturelles particulièrement dans les environs de Mbuji-Mayi, de Kananga, de Tshikapa ou de Mwene-Ditu ; multiplication des ravins et têtes d'érosion qui menacent les infrastructures et les zones d'habitation. Les cas les plus significatifs de Mbuji-Mayi et de Kananga méritent d'être décrits.
- 17 Les origines de Mbuji-Mayi (anciennement Bakwanga, jusqu'au changement de nom en 1966) remontent aux années 1910 avec le début de l'exploitation du gisement de diamant de Bakwanga (Cizubu, 1984 ; Piermay, 1993 ; Tshimanga, 2009). La croissance de la cité de Bakwanga est restée très faible à l'époque coloniale suite aux restrictions sévères imposées par le décret du 24 septembre 1927 pour limiter l'accès aux régions minières classées en « zone A ». Ainsi, pendant la colonisation, ce contrôle explique ces données : 25 000 habitants en 1950, 33 000 habitants en 1960. La ville était principalement constituée de la cité des travailleurs indigènes⁹ et du quartier des agents blancs¹⁰ aménagés sur la rive gauche de la Kanshi et constitué d'un tissu urbain viabilisé et équipé. Dès l'accession du pays à l'indépendance, on assiste à une augmentation sensible de la population : 427 242 habitants en 1984 selon L. de Saint Moulin (1992) ; près de 1,2 million en 2000 et environ 2 millions actuellement. Cette explosion démographique est due à l'afflux massif des Luba en provenance de la partie occidentale du Kasai (en 1959-60) et du Haut-Katanga (en 1960-61 et dans les années 1990).
- 18 A partir des années 1960, Bakwanga devenue Mbuji-Mayi connaît une urbanisation spontanée par autoconstruction, exception faite du secteur du quartier « Union

africaine (UA) » appelé aussi « Nouvelle Ville »¹¹. Cette croissance s'est orientée au nord, à l'est et à l'ouest du site évitant le sud, domaine minier. Il s'agit de « *biasasa* »¹² du début de l'urbanisation postcoloniale qui furent progressivement restructurés (entre 1962 et 1964, en 1971, entre 1977 et 1983) dans le cadre de projets d'urbanisation progressifs ayant permis le tracé des artères principales de circulation, non asphaltées pour la plupart. Les possibilités d'expansion sont largement réduites depuis les années 1990. Une densification de l'habitat se remarque progressivement dans ces extensions postcoloniales qui constituent ce que l'on peut appeler la ville populaire. Celle-ci est caractérisée, comme le faisait remarquer M. Cizubu (1984) par un désordre : occupation précédant le lotissement, attribution multiple d'une même parcelle (ce qui entraîne des conflits fonciers), installation d'un certain nombre de parcelles sur le tracé des rues. Le réseau routier y est très insuffisamment asphalté (seulement 20 km dans le reste de la ville hormis la zone de la MIBA), très dégradé et en majeure partie non praticable, faute d'un entretien régulier. Les rares caniveaux existant sont en très mauvais état, faute d'entretien. D'où une dégradation sensible du site des quartiers de création spontanée où effondrements karstiques et têtes d'érosion découpent les avenues et rendent la circulation très difficile et la connectivité entre quartiers impossible. Ce problème dû à l'inexistence d'un système de drainage était déjà posé au début des années 1960. Les ravins et effondrements dont certains sont très vastes¹³ ont provoqué d'importants dégâts matériels : centaines de parcelles détruites entraînant le manque de logement pour plusieurs ménages, tronçons de routes devenus impraticables, etc.

- 19 En ce qui concerne Kananga, c'est la construction dans les années 1920 du chemin de fer Sakania-Ilebo qui a joué un rôle important dans le choix du site actuel au détriment du site ancien situé à 15 km sur une colline de la rive gauche de la Lulua¹⁴. La ville est construite sur une portion du plateau du Kasai (altitude : 650 m) découpé par de nombreuses vallées des cours d'eau du bassin de la Lulua. Jusqu'à l'accession à l'indépendance en 1960, la croissance est ordonnée et équilibrée. Selon la Division de l'Urbanisme citée par P.M. Kabatusuila (1994), 840 hectares sont lotis jusqu'en 1950, dont 117,5 (13,98 %) pour le Centre extra-coutumier. La population passe alors de 40.873 âmes en 1948 à 107.346 en 1958, soit un taux de croissance annuelle de 10,14 % résultant d'une série des facteurs sociopolitiques et économiques dont les plus déterminants sont :

- la décision de transfert en 1950 du chef-lieu de la province du Kasai de Lusambo à Kananga qui a induit de grands travaux de construction et d'aménagement effectués dans le cadre du plan directeur de la ville établi par l'urbaniste Heymans ;
- l'implantation dans un quartier spécialement aménagé (Tshela) des unités industrielles telles que la brasserie, les minoteries, les savonneries, les boulangeries et autres ;
- l'intensification des activités commerciales ;
- l'attrait exercé sur les ruraux suite aux rémunérations favorables et aux opportunités de promotion sociale découlant de l'obtention d'un emploi en ville.

- 20 A cette période sont lotis et construits, selon un urbanisme ségrégatif, les quartiers de la « ville européenne » et ceux de la « cité » pour les Africains. Certes les quartiers européens étaient mieux équipés et entretenus que ceux des Africains, mais ces derniers n'en demeuraient pas moins urbanisés. Tous les quartiers étaient conformes au plan directeur de la ville dressé par Heymans. Ils étaient construits sur des terrains plats ou à très faibles pentes, et répondaient à un zonage strict distinguant les quartiers résidentiels, les quartiers industriels, le centre d'affaires (commerces, banques,...), le

quartier administratif, les casernes militaires, les camps des ouvriers de la compagnie de chemins de fer, les quartiers du centre extra-coutumier, les concessions des églises (catholique et protestante), les complexes scolaires et les espaces verts constitués pour la plupart de couvertures végétales boisées naturelles (galeries forestières, bosquets, savanes boisées). Il était strictement interdit de lotir ou de construire sur les versants qui étaient, surtout pour les quartiers européens, ceinturés de grands canaux collecteurs vers lesquels convergeaient les caniveaux et les égouts : 26,4 km de caniveaux raccordés à 28,9 km d'égouts.

- 21 Actuellement, Kananga compte plus d'un million d'habitants. Malgré l'état de délabrement actuel, caractérisé par des caniveaux bouchés ou détruits et des égouts presque complètement bouchés, les quartiers de création coloniale demeurent les seuls à avoir un caractère urbain. Ce n'est pas le cas des quartiers postcoloniaux de création spontanée, sans aucun respect des prescriptions du plan directeur de Heymans et sans viabilisation préalable. Cela a entraîné une extension spatiale désordonnée et anarchique de la ville, marquée par l'occupation des espaces verts interstitiels de tous les versants des collines proches du centre-ville et d'espaces périphériques de plus en plus éloignés du centre-ville englobant parfois les terres coutumières. L'ensemble des quartiers postcoloniaux a une superficie de plus de 5000 hectares et est habité par près des 2/3 de la population. Ils connaissent un phénomène de ravinement, une impraticabilité accentuée de la voirie suite à l'absence d'un système de canalisation et ont des difficultés d'accès aux services de base.

Un déclin socio-économique malgré d'énormes potentialités naturelles

- 22 Le Kasaï dispose d'immenses ressources naturelles qui constituent d'énormes potentialités de développement. Les plus importantes sont la forêt, les ressources en eaux, le diamant et les terres arables relativement de bonne qualité (figure 3).

Figure 3. Les ressources naturelles du Grand Kasaï.

- 23 Environ 180 000 km² du Grand Kasaï sont couverts de forêts (forêts denses humides, forêts-galeries), principalement dans la partie nord (2° à 4,5° sud) dont près du tiers fait partie d'aires protégées, notamment du parc national de la Salonga. Depuis les années 1990, l'exploitation des concessions forestières est interrompue suite à la faillite des entreprises (EXFORKA notamment), aux difficultés de transport terrestre et aux conflits armés. Demeure une production du bois d'œuvre essentiellement artisanale aussi bien sur les terres des communautés locales que dans les concessions des entreprises forestières en faillite. Cette production est surtout destinée au marché des principales villes. L'agriculture itinérante sur brûlis et la production du bois-énergie sont les autres principales causes de la déforestation dont le rythme est d'environ 0,22 % par an pour la partie nord moins peuplée et sous-urbanisée du Grand Kasaï alors qu'il dépasse les 2 % dans la moitié sud densément peuplée, plus urbanisée et constituée d'une mosaïque savane-forêt. On assiste, en effet, à une surexploitation des écosystèmes forestiers de la moitié sud – en particulier dans les espaces périurbains – pour assurer l'approvisionnement des principales villes et des bourgs diamantifères en charbon de bois et en produits forestiers non ligneux (feuilles, fruits sauvages, tubercules et autres éléments tels que les chenilles, champignons, etc.).
- 24 Le rapport ville-campagne devient, de ce fait, également un rapport ville-environnement ou tout simplement ville-forêt comme l'ont démontrées des études menées dans les pays d'Afrique centrale (Wolff *et al.*, 1999 ; Bushabu *et al.*, 2002 ; Kadima, 2011). Outre l'agriculture itinérante et la production du bois d'œuvre, les écosystèmes forestiers contribuent de manière substantielle à la satisfaction des besoins alimentaires en produits forestiers non ligneux d'une population en croissance. Ce qui a causé l'intensification des prélèvements et la disparition de certaines espèces. Ainsi, on constate qu'exceptées quelques rares galeries forestières le long des cours d'eau, il n'existe presque plus de couvert forestier dans un rayon d'environ 50 km dans la campagne environnante des villes de Mbuji-Mayi, Kananga et Tshikapa. Les effets

néfastes sont nombreux : réduction de la biodiversité, appauvrissement des sols et multiplication des conflits pour l'appropriation des ressources ; conflits dont l'acuité varie selon un gradient décroissant au départ des principales villes.

- 25 Le réseau hydrographique constitue aussi un atout important de développement économique. Il est constitué en grande partie du bassin du Kasai, principal affluent du fleuve Congo dans l'hémisphère sud, dont les cours d'eau ont des débits permettant une navigabilité sur certains biefs : de Lusambo à Ilebo pour le Sankuru ; de Luebo à Ilebo pour la Lulua. Sur les biefs non navigables, la présence de chutes et de rapides rend possible la production d'électricité (chutes Katende, Tshala, Mbombo, etc.) dont le potentiel est estimé à 685 mégawatts. Malheureusement, cette production est, selon le Ministère de l'Energie et des ressources hydrauliques, la plus faible de toutes les régions du Congo (environ 16 000 kwh) : 0,1 % de la production nationale pour une population d'environ 16 % du total national¹⁵. Les principales conséquences de cette insuffisance en énergie électrique sont le faible niveau d'industrialisation (moins de 1 % du PIB), un taux de desserte en électricité inférieur à 5 %, un taux de desserte des ménages ruraux en eau potable inférieur à 2 % expliquant l'utilisation généralisée de l'eau impropre à la consommation avec pour conséquence la fréquence des épidémies de choléra et des maladies diarrhéiques¹⁶.
- 26 Le diamant est la principale ressource minière produite au Grand Kasai, malgré des réserves signalées de fer, de nickel-chrome, de platine et d'or selon le Ministère des Mines : 15 169 071,47 carats, soit 77,6 % de la production totale du pays en 2016¹⁷. L'exploitation artisanale est la principale source comme l'indique le tableau 3.

Tableau 3. Production du diamant au Grand Kasai en 2016 (en carats).

Exploitation artisanale		Exploitation industrielle	
Kasai Oriental	10 335 034,30	SACIM	2 758 897,57
Kasai	1 221 373,12	MIBA	188 376,04
Kasai Central	565 646,72	SMDL	93 858,47
Sankuru	5 885,23		
Total	12 127 939,37	Total	3 041 132,08

Source : RDC, Ministères des Mines, PROMINES, Procès-verbal des travaux de la Commission interministérielle d'harmonisation et de consolidation des statistiques minières, exercice 2016, Kinshasa, février 2017, p. 2

- 27 Classés parmi les plus importantes au monde (environ 150 millions de carats), les réserves en diamant du Grand Kasai sont majoritairement localisées dans les régions de Mbuji-Mayi (Kasai oriental) et de Tshikapa (Kasai). La production industrielle a commencé en 1922 par la Forminière qui a exploité à Mbuji-Mayi le gisement alluvionnaire de la Lukelenge avant de s'installer sur ceux alluvionnaires et

kimberlitiques de la Kanshi. A ce jour, trois entreprises exploitent les gisements au Kasai oriental :

- la Minière de Bakwanga (MIBA), dont l'Etat congolais participe à 80 % du capital, à Mbuji-Mayi ;
 - la Société Annui-Congo d'investissement minier (SACIM), propriété mixte à parts égales de l'Etat congolais et d'un actionnaire chinois, à Boya (gisement de Tshibwe) à 45 km de Mbuji-Mayi ;
 - la Société minière de diamant de Lupatapata (SMDL), joint-venture entre la MIBA et la société anglaise Diamond International Associates (DIA), exerce ses activités sur une superficie de 50 km² cédée par la MIBA en Territoire de Lupatapata, dans les environs de Mbuji-Mayi.
- 28 La MIBA connaît depuis plusieurs années une diminution sensible de ses activités suite à la vétusté et à l'inadaptation de l'outil de production. Elle a un endettement excessif de près de 200 millions de dollars US. En conséquence, on observe une réduction considérable de sa contribution à l'économie de Mbuji-Mayi et au dynamisme régional. Pour l'année 2015, sa contribution aux différentes entités publiques sous forme d'impôts et de taxes était de moins de 200 000 dollars US alors que la SACIM, bien que bénéficiant encore de plusieurs exemptions offertes par le code minier en vigueur, avait participé pour 7 millions de dollars US contre 50 000 pour la SDML (ITIE¹⁸).
- 29 L'ordonnance-loi n° 82/039 du 2 novembre 1982 portant libéralisation de l'exploitation et de la commercialisation des matières premières précieuses (or et diamant) a officialisé leur exploitation artisanale qui n'était pas autorisée. Celle-ci se fait dans de petites localités où se sont formés de nombreux campements de « creuseurs », situés pour la plupart dans un rayon de moins de 50 km de Mbuji-Mayi et de Tshikapa, sièges des comptoirs d'achat tenus principalement par des Libanais. Cette mesure de libéralisation a marqué un tournant décisif pour l'économie de la région, provoquant une réorganisation des flux des marchandises et un extraordinaire dynamisme commercial. Les activités du diamant ont induit l'augmentation du trafic routier entre les grandes villes et les villages de « creuseurs » qui, en certains endroits, se sont mués en bourgs d'importance plus ou moins grande.
- 30 Malgré ces quelques aspects positifs, la libéralisation des activités du diamant a eu des effets néfastes sur le plan environnemental et socioéconomique. Les conséquences environnementales sont les suivantes : destruction des forêts dans les zones minières, pollution des sols et des cours d'eau dans les vallées où sont exploités les gisements alluvionnaires, apparition de crevasses et de ravins – sorte de trous qui enlaidissent les paysages. Sur le plan socioéconomique, le système diamantifère a surtout profité aux deux maillons supérieurs de la chaîne de commercialisation : les trafiquants acheteurs et revendeurs d'une part, les responsables (nationaux ou étrangers) des comptoirs d'achat d'autre part. Le maillon inférieur, celui des nombreux creuseurs et petits vendeurs¹⁹, n'en a pas tiré un grand profit. Une infime partie des revenus tirés de cette activité est réinvestie localement. La population vit dans la pauvreté. Cette exploitation artisanale a aussi causé une régression importante des travaux champêtres²⁰, un degré élevé d'abandon du secteur éducatif²¹ suite à l'appât du gain facile, l'utilisation des enfants pour les travaux miniers²², de nombreuses violations des droits de l'homme (extorsion, arrestations et détentions arbitraires, etc.), la perte des valeurs traditionnelles et la dépravation des mœurs, ainsi que de nombreux conflits fonciers. Plus graves, les revenus générés sont gaspillés dans des dépenses somptuaires et

improductives. Ils n'ont été que très peu investis dans des secteurs créateurs d'emplois et de développement socioéconomique (Biaya, 1985 ; Kambayi, Mudinga, 1991).

- 31 Depuis l'épuisement de certains gisements, la situation de quasi-faillite de la MIBA et la baisse des cours du diamant à partir de 2010, on assiste à une baisse sensible des activités et un déclin des régions diamantifères autour des villes de Mbuji-Mayi et Tshikapa qui étaient les moteurs du dynamisme économique du Grand Kasaï. Parmi les indicateurs de ce déclin, il y a la baisse du trafic aérien et l'exode massif. En effet, les aéroports des deux villes ont connu une baisse sensible du trafic²³. Il y a aussi un départ de nombreux jeunes Kasaïens vers les autres provinces du pays, particulièrement à Kinshasa et dans le Haut-Katanga²⁴. Cette situation a amené certaines organisations de la société civile à initier une réflexion sur les impacts de l'exploitation du diamant, l'« après-diamant » et la mise en œuvre d'autres activités susceptibles d'insuffler un développement²⁵.

Le déclin de l'agriculture

- 32 A l'instar d'autres régions du Congo, le Grand Kasaï a connu depuis l'accession du pays à l'indépendance une crise persistante marquée par un déclin important des productions agricoles de rente (café, coton, etc.) et un recul sensible de la production vivrière qui ne parvient pas à répondre aux besoins d'une population croissant rapidement et de plus en plus urbanisée. Les raisons de cette crise sont à la fois d'ordre général pour toutes les régions congolaises et particulières au Grand Kasaï :

- le déclin et la disparition des paysannats²⁶ : des 3015 parcelles de 6 hectares en Territoire de Mwene-Ditu (1955) et des 8000 lots (56 000 hectares) en Territoire de Ngandajika (1956), il ne subsiste rien à l'heure actuelle ;
- la faiblesse des investissements dans le secteur agricole ;
- l'abandon de certaines cultures de rente, comme le coton qui a entraîné la baisse des revenus des paysans dans les contrées où ces cultures étaient pratiquées ;
- la faillite des entreprises agricoles et des fermes nationalisées suite à la mesure de « zaïrianisation » prise par Mobutu en 1973 ;
- l'incohérence des différents plans de redressement de l'agriculture et la mauvaise gestion des projets de développement rural (CEDERIM, PMKO, PRODALU²⁷) financés à gros budgets par les institutions internationales (Banque Mondiale, Fonds Européen pour le Développement, FAO, PNUD, etc.) ;
- l'impact négatif de l'exploitation artisanale du diamant a perturbé la vie dans certains villages et y a entraîné l'abandon des cultures vivrières ;
- les conflits armés qui perturbent les campagnes agricoles dans de nombreux villages ;
- la dégradation des voies de communication et notamment le mauvais état des routes de desserte agricole.

Dégradation du réseau des transports terrestres et difficultés d'ouverture au reste du pays et au monde

- 33 Depuis les années 1980, dans un contexte de dégradation généralisée des voies de communication en RDC, le Grand Kasaï est devenu, avec la région de la Cuvelle centrale, la région la plus enclavée, mal reliée aux débouchés maritimes de l'océan Atlantique et de l'océan Indien. Ceci augmente sensiblement le coût des produits importés, particulièrement des produits pétroliers. Tant que les ressources de l'exploitation

diamantifère et le bon fonctionnement de la « voie nationale » le permettaient, les liaisons étaient plus régulières et le trafic important (Lelo Nzuzi, 1995).

- 34 Longue de 2770 km, la voie nationale s'intègre depuis l'époque coloniale dans le système de transport eau-rail entièrement situé sur le territoire national congolais et servant à l'exportation de la production minière du Katanga par le port de Matadi, d'abord par une politique tarifaire volontariste d'encouragement et, ensuite, par l'évolution de la situation politique en Afrique australe. Pendant la période de la guerre civile en Angola (décennies 1970 et 1980), elle avait été privilégiée pour assurer l'exportation des minerais principalement vers l'Europe occidentale au détriment de la voie directe et moins longue du chemin de fer de Benguela (2106 km) qui relie le Katanga au port angolais de Lobito²⁸. Ce choix avait imposé une maintenance régulière aussi bien du chemin de fer Sakania-Ilebo, du bief navigable entre Ilebo et Kinshasa, ainsi que du chemin de fer Kinshasa-Matadi. La Société nationale des chemins de fer zaïrois (SNCZ, devenue SNCC) et l'Office national des transports (ONATRA, devenue Société congolaise des transports et des ports - SCTP), profitèrent ainsi d'un trafic important de minerais, dont près de 250 000 tonnes de cuivre destinées à l'exportation au cours des années 1980 suite à la fermeture de la voie de Benguela (Angola) et aux problèmes politiques en République d'Afrique du Sud. Le dynamisme de la voie nationale permettait également une vitalité économique de la zone du rail au Katanga et au Grand Kasai. Mais c'était avant la faillite de la Gécamines et les pillages de 1991.
- 35 Son état actuel laisse à désirer : vétusté des voies et des matériels roulants qui n'a cessé de réduire les performances, lenteur, déraillements fréquents, mauvaises conditions de navigation et de transbordements portuaires, etc.²⁹. Ce contexte explique la situation d'enclavement et l'absence de connexion rapide dans laquelle est plongé le Grand Kasai depuis près de trois décennies, avec pour conséquence le renchérissement du coût des produits de première nécessité et des biens d'équipement en provenance d'autres régions du pays, d'Afrique australe ou d'Asie : farine de froment, sucre, ciment et autres matériaux de construction³⁰.
- 36 Aux difficultés du chemin de fer se sont ajoutées celles des routes. Localement, le réseau routier est fortement dégradé et impraticable une bonne partie de l'année. Toutes les routes nationales ou régionales³¹ sont des pistes actuellement inutilisables pour les camions. C'est le cas par exemple des routes Mbuji-Mayi-Kananga-Tshikapa (445 km), Mbuji-Mayi-Kabinda (180 km), Kananga-Mbulungu-Luebo (250 km), Kananga-Luiza (200 km). Les liaisons routières sud-nord sont presque inexistantes. Il est pratiquement impossible d'aller de Mbuji-Mayi ou de Kananga vers Lodja, Lusambo ou Dekese. Au fil des années, le charroi automobile destiné au transport des vivres a sensiblement diminué.
- 37 L'épisode le plus malheureux de l'évolution du transport routier est la disparition de l'entreprise de transports dénommée Messageries Automobiles du Sankuru (MAS), dont le siège était à Kananga, principal nœud de convergence régional. Fondées en 1929 pour le transport du coton du Sankuru et du Lomami, les MAS s'étaient « assurées progressivement un réseau de près de 12 000 km dans le Kasai et à l'ouest du Katanga, en reliant les postes et localités de l'intérieur aux principales gares des lignes du BCK » (Huybrechts, 1970). Outre le coton, leurs camions transportaient d'autres produits agricoles (huile de palme, noix palmistes, arachides, café, etc.) et assuraient des liaisons hebdomadaires pour le transport des passagers et du courrier postal. Le déclin de la production cotonnière, la crise pétrolière, les difficultés de ravitaillement en pièces de

rechange et en carburant, conséquence de l'inflation galopante, ont entraîné vers 1984-1985 l'arrêt complet des activités et la faillite des MAS. Depuis, les transports internes à la région et avec les autres régions du pays sont assurés par quelques transporteurs privés disposant de vélos et de quelques rares camions³².

38 Ce contexte constitue un handicap pour le développement des zones rurales et les échanges villes-campagnes. En milieu rural, particulièrement dans les villages éloignés des grandes villes, les contraintes d'accessibilité liées aux difficultés de transport ont provoqué chez les paysans une certaine tendance à l'autosubsistance parce que n'étant pas sûrs de pouvoir écouler leur production. C'est le cas des paysans de tous les Territoires de la zone forestière du nord correspondant à la province du Sankuru et aux Territoires de Dekese et d'Ilebo dans la province du Kasaï. De moins en moins intégrés à l'économie marchande, ils sombrent dans une pauvreté plus grande, se sentent isolés et abandonnés. D'où leur découragement à produire plus et leur faible intégration au circuit économique moderne. L. de Saint Moulin (1988) a stigmatisé la responsabilité d'une gestion hypercentralisée qui n'a pu prendre en compte les besoins et les potentialités des entités décentralisées et des collectivités locales. Dans le domaine routier notamment, les efforts souvent annoncés pour relier toutes les capitales régionales entre elles sont restés stériles.

39 Face à cette crise des transports terrestres, de nouvelles stratégies ont été adoptées par les acteurs économiques qui optent pour :

- une modification des choix des itinéraires et de la fréquence des liaisons en raison des centres dynamiques. Ce sont surtout les routes nationales (Mwene-Ditu-Mbuji-Mayi, Mbuji-Mayi-Kananga et Kananga-Tshikapa) et les routes régionales ou locales reliant les grandes villes aux principales zones diamantifères qui ont un trafic relativement intense. Quelques routes régionales ou locales ont un trafic relativement important grâce à la grande production agricole des zones qu'elles desservent. Les autres routes ont tout simplement été abandonnées et ne sont plus fréquentées, non seulement en raison de leur mauvais état, mais aussi parce que sans intérêt pour les commerçants-transporteurs³³ ;
- l'utilisation du transport aérien, particulièrement pour l'approvisionnement rapide et sûr des villes en produits manufacturés périssables. Bien que présentant le double avantage de la rapidité et de la sûreté de livraison, cette solution a pour principal inconvénient le renchérissement des coûts de transfert et, par conséquent, un prix de vente élevé des produits de consommation courante ;
- l'intervention des opérateurs économiques par la fourniture du carburant à la SNCC pour que les trains ramènent les produits agricoles stockés dans les petites gares des Territoires de Mweka et d'Ilebo ;
- l'utilisation fréquente des vélos dans le transport des marchandises³⁴.

40 Les atteintes portées aux transports fluvial, ferroviaire et routier sont graves et compromettent les possibilités d'un encadrement administratif efficace. Elles réduisent les chances de développement du fait de la baisse de l'intensité des échanges particulièrement la région forestière du nord.

« Une terre d'opposition politique »

41 Le Grand Kasaï, particulièrement dans sa partie sud lubaphone, est identifié depuis quatre décennies comme une contrée où les populations sont acquises à l'opposition au pouvoir central de Kinshasa. Cette situation est due au fait que Etienne Tshisekedi,

figure emblématique de l'opposition, était originaire de la région et que son parti, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), y possède une large assise. Cet ancrage dans l'opposition peut être expliqué par deux faits majeurs : la formation de l'espace monétaire kasaïen dans les années 1990 et le vote massif contre le pouvoir en place lors des élections présidentielles organisées en 2006 et en 2011. La formation de l'espace monétaire entre 1993 et 1997 est à situer, comme l'écrit M. Norro dans la préface de l'ouvrage de F. Kabuya Kalala et M. Matata Ponyo (1999), « dans le refus politique d'une population qui n'admet pas que son principal leader soit mis sur la touche et qui le fait savoir » en désobéissant « à une décision considérée comme la manifestation de la désobéissance d'un pouvoir hostile » (p. 16). C'est en effet au Grand Kasai que se cristallisa, pendant près de cinq ans suite au mot d'ordre lancé par E. Tshisekedi, un rejet de la réforme monétaire ayant introduit le « nouveau Zaïre ». Ce choix permis aux provinces du Kasai oriental et du Kasai occidental de se mettre « à l'abri des effets néfastes d'une politique d'émission monétaire nettement hyperinflationniste » (Norro, *op. cit.*, p. 17). C'est à la chute de Mobutu et lors de la réforme monétaire introduisant le franc congolais sous le régime de Laurent Désiré Kabila que les populations de l'espace kasaïen réintégrèrent la zone monétaire commune à l'ensemble du pays.

- 42 De même, l'analyse des résultats des élections de 2006 et de 2011 indique clairement l'appartenance à l'opposition de l'espace kasaïen lubaphone³⁵. Lors de la Présidentielle de 2006 à laquelle E. Tshisekedi n'était pas candidat, l'électorat kasaïen avait boudé le scrutin comme l'indique les taux de participation aux premier et second tours organisés respectivement le 30 juillet et le 29 octobre : 39,2 % et 42,7 % au Kasai oriental ; 45,3 % et 51,4 % au Kasai occidental pour une moyenne nationale de 70,5 % et 65,4 %. Les résultats du deuxième tour indiquent une nette préférence pour l'opposant J.-P. Bemba au détriment du Président sortant J. Kabila (respectivement 67,2 et 32,2 % au Kasai oriental ; seulement 23,3 % au Kasai occidental, province d'origine de madame Liliane Bemba). L'analyse fine par Territoires et villes confirme clairement cette tendance, J. Kabila n'ayant gagné que dans les territoires non lubaphones : à Kabinda en territoire songye (66 %) ; à Katako-Kombe (84 %), Lomela (83,9 %) et à Lodja (89,4 %) en territoire tetela. En 2011, E. Tshisekedi obtient 70,4 % au Kasai oriental et 75,67 % au Kasai occidental. Sa défaite n'a jamais été acceptée dans son fief, d'où une résistance latente au régime en place dans un contexte de déclin socioéconomique déjà évoqué, avec une survenance de phases d'escalade des conflits et parfois de flambée de violence.

Diversité des conflits : nature, enjeux et effets sur l'environnement et le patrimoine.

- 43 Liés aux crises nationales, aux ambitions des acteurs politiques et à la fragilité du contexte socioéconomique, divers conflits se sont succédés au Grand Kasai en produisant des conséquences néfastes tant sur l'environnement que sur le patrimoine.

Conflits pour le contrôle territorial par le pouvoir d'Etat

- 44 Les crises nationales n'ont pas manqué d'avoir des répercussions sur l'espace kasaïen. Deux cas de conflits méritent d'être mis en évidence.

- 45 Le premier conflit est lié à la « crise congolaise » des années 1960-1965 qui opposa deux sous-groupes de l'ethnie luba du Kasaï (les Luba-Luluwa et les Luba-Lubilanji), couramment appelé conflit Luba-Luluwa. Les événements qui se déroulèrent à Kananga entre 1959 et 1961 étaient la conséquence d'un malaise social latent entre les deux groupes (Kalanda, 1959 ; Nicolaï, 1960)³⁶. Plusieurs antécédents sociopolitiques présageaient de tels affrontements : les revendications territoriales des Luluwa, la victoire des élus Luluwa aux élections municipales du 8 décembre 1958, l'échec de l'initiative des Luluwa de collaborer avec les Luba-Lubilanji sur le plan communal, le rapport très partial et à dosage politique présenté le 9 juillet 1958 par M. Dequenne, Commissaire de District assistant, l'arrestation le 3 août 1958 de nombreuses personnalités luba pour motif d'agitation et les protestations qui en découlèrent, le déploiement des forces armées dans la ville, le congrès luluwa de Matamba et le renvoi dans l'opposition du parti Mouvement National Congolais d'A. Kalonji à l'Assemblée provinciale du Kasaï (Kalanda, 1959 ; Kabamba, 2000 ; Ndaywel è Nziem, 2008). Ce conflit entraîna le déplacement des Luba-Lubilanji vers Bakwanga (devenue Mbuji-Mayi) et le pays luba-lubilanji. Selon I. Ndaywel è Nziem, « le refoulement des Luba, à la fois du Katanga et de Luluabourg, avait d'abord créé la nécessité d'une "province autonome" anarchique. Les soucis financiers et l'appel à l'aide de la Minière du Bécéka exigeaient de passer de l'autonomie provinciale à la mise en place d'un Etat autonome » (2008, pp. 476-477). Ainsi, le 8 août 1960, A. Kalonji proclama l'Etat autonome du Sud-Kasaï afin de se constituer en autorité publique différente du Gouvernement central de Léopoldville pour continuer à recevoir l'argent de la société minière dont les responsables imposèrent l'idée d'une sécession au Sud-Kasaï (Ndaywel è Nziem, 2008, p. 477)³⁷. Préoccupé par le souci de maintenir l'unité nationale, Lumumba déclencha une opération militaire d'envergure qui permit la reconquête du pays luba-lubilanji et de la ville de Bakwanga entre le 27 août et le 23 septembre 1960³⁸. L'Etat sécessionniste du Sud-Kasaï devint, lors de la subdivision du Congo en provinces de 1962, une province du même nom, à base essentiellement tribale, dont les limites et le nom furent entérinés par la Constitution de Luluabourg de 1964. L'implication des forces tribales dans la lutte pour l'exercice du pouvoir explique les incohérences de cette subdivision en provinces qui avait pour principal défaut un découpage au gré des revendications de groupes particuliers (de Saint Moulin, 1988) avec pour conséquences de nombreuses divisions internes entre clans : *Katawa* contre *Mutombo* dans la province de Luluabourg ; *Cibanda* contre *Mutu-a-mukuna* dans celle du Sud-Kasaï ; *Ase Eswe* contre *Ase Ekonda* dans le Sankuru, etc. Ainsi, l'homogénéité tribale ne fût pas une garantie de cohésion à l'intérieur de ces provinces. De plus, ces nouvelles administrations firent l'expérience de l'incapacité qu'il y a à gérer rationnellement, dans un Etat moderne, la conscience tribale (Ndaywel è Nziem, 2008).
- 46 Sur le plan patrimonial, les conflits de cette période trouble ont provoqué l'abandon par les Luba de leurs maisons à Luluabourg où ils étaient majoritaires dans les quartiers indigènes de Ndesha, Kamilabi, Nganza et Kele-Kele. Plus grave, la salle de spectacle de l'Athénée Royal (actuellement Institut Kananga I) où fut tenue la Conférence à l'issue de laquelle fut adoptée en 1964 la Constitution de Luluabourg n'est plus visible que par les 4 murs qui tiennent encore, envahis par des broussailles au sein d'un complexe scolaire qui est pourtant fonctionnel. Ce haut lieu de l'histoire politique de la RDC est à l'abandon total. Ne s'agit-il pas là d'une intention de faire oublier une page de l'histoire non plaisante pour les régimes successifs de la 2^{ème} et de la 3^{ème} Républiques ?

- 47 Le second conflit est lié aux guerres « de libération » et « d'agression » connues sous le régime de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) entre 1996 et 2002. « Libéré » en avril 1996, le Grand Kasaï fut dès le mois de septembre 1998 soumis dans sa partie nord au contrôle de la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) appuyée par le Rwanda. En dépit de la réunification du pays suite au Dialogue intercongolais de Sun City (Afrique du Sud), cette partie est restée marquée par les séquelles de la période d'occupation par la rébellion : bacs, ponts, écoles, centres de santé et autres équipements ont été détruits. Elle souffre d'un enclavement suite à la dégradation très avancée des réseaux de transport, ce qui l'isole et rend inaccessible un des éléments majeurs du patrimoine naturel de la RDC : le parc national de la Salonga, sanctuaire des Bonobos, qui présente une biodiversité très riche.

Des conflits causés par la difficile articulation des pouvoirs coutumiers et d'Etat

- 48 Au Grand Kasaï, les enjeux de pouvoir et d'appropriation territoriale se trouvent au cœur d'une situation de conflictualité permanente handicapant le développement. C'est de la fragilité de l'Etat, du clientélisme politique et de l'utilisation par les élites de l'ethnicité aux moments de crise que proviennent les nombreux conflits parmi lesquels ont été identifiés ceux liés à une difficile coexistence du légal et du légitime et ceux opposant le pouvoir coutumier au pouvoir d'Etat.

Les conflits fonciers liés à une coexistence du légal et du légitime

- 49 A l'instar des autres régions de la RDC, se pose au Grand Kasaï le problème de la légalité et de la légitimité en matière foncière. Malgré les intentions affichées par l'Etat, le pouvoir coutumier pèse de tout son poids sur la gestion des terres, particulièrement en milieu rural et périurbain. Ainsi, si la loi du 20 juillet 1973 revue en 1980, dite loi foncière, confère à l'Etat le pouvoir exclusif de la gestion des terres urbaines et rurales, « la majeure partie de ces terres continue à relever du régime coutumier à travers lequel les chefs coutumiers revendiquent une légitimité historique et sociale de gestion »³⁹. Ces chefs exercent un contrôle sur les terres communautaires considérées comme propriété du clan ou des lignages. Ils en assurent la distribution et y ont un droit de regard reconnu par tous, autorité « moderne » comprise. A l'intérieur de la chefferie ou du groupement⁴⁰, chaque clan garde tacitement le droit de propriété sur les terres jadis habitées ou labourées par les ancêtres généalogiques immédiats. Ainsi, c'est par l'appartenance ou la participation à un groupe social qu'on acquiert un droit d'usage de la terre et des ressources naturelles qu'elle contient ou porte. A ce titre, les chefs sont les garants de ce que R. Verdier et A. Rochegude (1986) considèrent comme les trois modes fondamentaux (religieux, social et économique) de la relation à la terre. Celle-ci explique l'importance conférée à l'autochtonie, au droit de première occupation ou d'antériorité régulièrement revendiqué par les communautés locales. L'exercice de l'autorité des chefs coutumiers reste au centre de tout mécanisme d'acquisition des terres. Leur rôle reste indéniable dans la gestion des terres. Ils supervisent – à travers leur participation à différents réseaux sociaux – les mécanismes d'acquisition des terres à usage résidentiel, agropastoral et même minier. Se trouvant exposés à plusieurs sollicitations, ces chefs deviennent parfois protagonistes des conflits et attisent la jalousie d'autres membres de la famille.

- 50 Il faut souligner que le rapport à la terre est l'un des traits essentiels des civilisations paysannes car, avant d'être un mode de subsistance, il est pour le paysan une manière d'être et de vivre, un mode de penser et d'agir. Chez les peuples du Kasaï, particulièrement chez ceux de culture luba, la terre appartient au groupe, les individus ne possédant sur elle que des droits (Kabamba, 2001 ; Kabamba, Lukenga, 2002 ; Mukendi, 2003 ; Tshiunza, 2003). Trois aspects sont mis en évidence.
- 51 Premièrement, la terre est source de vie. Les liens que l'homme tisse avec elle passent nécessairement par la médiation des génies et des ancêtres de qui procède sa puissance fécondante. L'homme doit faire alliance avec ces gardiens invisibles. A ce titre, la terre est un bien vital dont l'appropriation individuelle n'est pas admise. Cet aspect de la culture luba se retrouve dans de nombreuses sociétés traditionnelles africaines. De même, suite aux abus découlant de l'accaparement de plus en plus accentué de terres par des individus ou groupes minoritaires et influents, il est soutenu par certains penseurs contemporains. C'est le cas de C.Y. Zarka (2013, pp. 49-50) qui soutient que « la seule alternative à l'appropriation doit être cherchée du côté d'une pensée de l'inappropriable, en particulier de l'inappropriabilité de la Terre, premier principe cosmopolitique sur lequel repose l'idée de la responsabilité humaine ». Déduisant que ces principes « sont susceptibles de donner un fondement pratique à la résistance contre la logique destructrice de la nature et de l'homme », C.Y. Zarka note que c'est dans cette direction « qu'il sera possible de trouver une issue à la tragédie de notre temps ».
- 52 Deuxièmement, en culture luba, comme chez d'autres peuples du Grand Kasaï ou d'Afrique centrale, l'individu n'existe pas dans sa singularité isolée et abstraite, mais dans ses participations à différents groupes de parenté et d'alliance, de localité et de voisinage. Des diverses fonctions qu'il assume découle son statut, c'est-à-dire l'ensemble de ses droits et devoirs réciproques correspondant aux diverses positions qu'il occupe.
- 53 En troisième lieu, la terre est un bien socialisé à un double titre : d'abord, sa mise en culture tisse un lien de dépendance entre générations passées, présentes et futures ; ensuite, son exploitation par les membres des groupes familiaux et résidentiels crée entre eux des liens de coopération et de solidarité. Les chefs de village gèrent, en collaboration avec les notables du village, pour le compte de la communauté les terres des ancêtres et disposent du droit d'affectation (Badouin, 1986). Les terres dont il est question comprennent deux principales portions constituant des sous-ensembles d'une entité territoriale aux fonctions multiples (résidentielle, productive et même culturelle). Le premier sous-ensemble est le village en tant qu'agglomération et unité d'habitat. Il a une fonction résidentielle, même si, autour des cases, il y a toujours des cultures et un petit élevage. Actuellement, c'est de l'intensité des liaisons avec la ville que se mesure le dynamisme d'un village. L'accessibilité est un critère important d'ouverture au monde avec tous les avantages et en dépit des inconvénients qui en découlent, notamment la convoitise de l'élite urbaine sur les terres. Le second sous-ensemble, qui a une fonction productive, est composé des finages ou pâturages de la communauté villageoise cultivant sur les terres des ancêtres. Dans de nombreuses contrées kasaïennes, les finages sont situés à une distance dépassant parfois 6 km, soit plus d'une heure de marche. La fonction culturelle peut être exercée à la fois dans certains lieux du village ou ceux du finage. Elle relève de la croyance que c'est la terre qui constitue le lien entre les ancêtres défunts – dont c'est la dernière demeure – et les vivants.

- 54 A ce système traditionnel s'ajoutent et s'opposent de nouvelles modalités d'acquisition ou d'exploitation des terres rurales s'inscrivant dans un contexte caractérisé par une multiplicité d'acteurs et de réseaux qui interagissent. Ces modalités d'acquisition concernent les acteurs extérieurs aux villages ou lignages, et varient selon qu'il s'agit d'une acquisition de concessions par un groupe (entreprise, confession religieuse, organisation non gouvernementale de développement, communauté lignagère ou clanique) ou par un individu (Kabamba, 2001 ; Kabamba, Lukenga, 2002).
- 55 La consultation de différents rapports des Assemblées provinciales et de la MONUSCO a permis d'inventorier plus d'un millier de conflits au cours de la période allant de 2002 à 2015, dont environ 600 en milieu rural, portant principalement sur des revendications foncières⁴¹, presque toutes liées à la découverte ou à l'exploitation de gisements de diamant. Les conséquences de ces conflits ont été terribles : mort d'hommes, abandon de villages suite à l'incendie et la destruction des maisons et des champs, représailles disproportionnées des forces de l'ordre et perte des récoltes. Ils ont opposé soit les communautés des villages où sont localisés les gisements à celles des villages environnants, soit les communautés locales aux détenteurs des titres miniers octroyés par l'Administration minière compétente, soit le pouvoir coutumier et le pouvoir d'Etat au niveau local. Les revendications prennent des formes diverses : réclamation de l'antériorité de l'occupation ou l'autochtonie sur les terres coutumières, concurrence entre modes de production (agriculture, pêche, élevage ou exploitation minière), non-respect des conventions ou accords signés ou conclus oralement, exploitation frauduleuse d'un terroir voisin, non-paiement des frais dus aux communautés locales, etc.
- 56 L'intensification de la progression du front d'urbanisation et l'accentuation des convoitises sur les terres rurales et les ressources qu'elles portent entraînent des conflits dans les villages proches des villes. La survenance de ces conflits est proportionnelle aux sollicitations foncières à des fins agricoles. Ainsi, en considérant l'importance de la population non résidente exploitant les terres villageoises et celle de la population agricole allochtone dans la campagne environnante des villes, il est possible d'identifier et expliquer les situations conflictuelles. Deux indices ont permis de déterminer l'importance de ces deux catégories de population : l'indice de l'importance de la population non résidente (INR) et l'indice de la population agricole allochtone (INL)⁴². Ils varient en fonction de la distance à la ville, de la qualité et de la disponibilité des terres arables et de la proportion de la population allochtone au lignage parmi les résidents. Les situations conflictuelles sont souvent identifiées dans les villages où l'indice INL est élevé et qui sont proches d'une grande ville (Kabamba, 2001).
- 57 Depuis les années 1990, on constate autour des principales villes (Mbuji-Mayi, Kananga, Tshikapa et Mwene-Ditu) sous l'impulsion de certains chefs coutumiers ou notables de villages, une stratégie de sécurisation foncière consistant en l'acquisition, à titre individuel ou pour le compte de la communauté locale constituée en association, de concessions sur les terroirs des communautés locales⁴³. Le souci est de se prémunir face à la progression inévitable du front de l'urbanisation et de contrer la recherche de concessions par des firmes tant nationales qu'étrangères. Bien qu'il s'agisse d'une tendance encore limitée aux campagnes proches des grandes villes, cette stratégie se remarque aussi de plus en plus dans les zones d'exploitation artisanale du diamant. Ainsi, les chefs coutumiers deviennent, parfois à titre individuel, propriétaires de

concessions agricoles ou minières sur les terres coutumières dont ils ont la responsabilité en tant que garants du pouvoir traditionnel⁴⁴. S'associant à eux, les membres des communautés locales peuvent se mobiliser autour des problèmes fonciers, considérant que la terre est un facteur de subsistance, étroitement liée à l'identité, l'histoire et la culture locale. En cas de conflit, comme le constate T. Vircoulon et F. Liégeois (2012), la population préfère les solutions locales de médiation et de négociation comme un outil fiable, légitime et efficace de résolution des conflits fonciers au détriment de la justice « formelle » dont les jugements sont lents à être prononcés et très rarement exécutés. Les études menées pour le compte de l'ONU et de l'Union Européenne ont prouvé que « les conflits fonciers deviennent généralement violents lorsqu'ils sont liés à des processus plus larges d'exclusion politique, de discrimination sociale, de marginalisation économique et de l'idée que l'action pacifique ne constitue plus une stratégie viable pour amener le changement »⁴⁵.

Crises ou conflits liés à l'exploitation du diamant

- 58 L'exploitation du diamant cause régulièrement des conflits ou fournit des recettes pour financer les guerres. Bien avant la libéralisation de l'exploitation artisanale, des crises et conflits avaient impliqués soit le pouvoir coutumier et l'Etat, soit entraîné une prédation par l'utilisation des revenus du diamant à des intérêts autres que ceux des populations kasaïennes. Le pouvoir de Kinshasa a toujours voulu contrôler entièrement les revenus provenant de l'exploitation industrielle du diamant. Pour y parvenir, il a fait intervenir les troupes de l'Armée nationale congolaise (ANC) au moment de l'éphémère Etat autonome du Sud-Kasaï (1961-1964). De même, entre 1998 et 2003, le diamant (industriel ou de joaillerie) avait largement contribué au financement du conflit armé pour le compte de la composante Gouvernement (Global Witness, 2006 ; Geenen, Marysse, 2017). Ce n'est pas un cas isolé. En effet, de 1990 à 1997, suite à l'effondrement de la production du cuivre et du cobalt au Katanga, le diamant devint la première source de recettes en devises pour le régime décadent de Mobutu (Kabuya Kalala, Matata Ponyo, 1999). De même, entre 1998 et 2003, période des rébellions à l'est et au nord, ce sont les revenus du diamant qui ont permis aux régimes de Laurent-Désiré Kabila puis de Joseph Kabila de financer la guerre et de subvenir aux dépenses de fonctionnement. Dans ce contexte, tout a été mis en œuvre pour décourager toute mainmise des autorités et communautés locales sur les gisements, qu'ils soient d'exploitation industrielle par la MIBA ou d'exploitation artisanale.
- 59 En ce qui concerne le contrôle de l'exploitation artisanale, le cas le plus emblématique a été celui des massacres perpétrés en juillet 1979 à Katekelayi (4 juillet) et à Lwamuella (19 juillet), deux localités situées à moins de 30 km de Mbuji-Mayi, qui ont causé la mort de près de 300 exploitants clandestins⁴⁶. A l'époque, il était illégal d'exploiter, mais l'activité clandestine était courante, avec le consentement des chefs coutumiers qui se faisaient payer et procédaient à des cérémonies d'action de grâce aux ancêtres⁴⁷. Des descentes répressives (appelées « chocs ») étaient menées par des équipes mixtes MIBA-gendarmerie pour arrêter les creuseurs et trafiquants illicites qui encouraient des condamnations ou des peines d'emprisonnement loin de leur contrée d'origine. C'est dans le cadre de ces contrôles que les deux gisements précités où travaillaient environ 1500 creuseurs furent attaqués par une brigade minière de 156 unités venue spécialement du Katanga (Shaba, à l'époque). Dans le contexte du pouvoir dictatorial de Mobutu, le but était de provoquer un choc psychologique et de dissuader l'exploitation

clandestine. Mais la réaction fut à la hauteur du drame car il y eut une fronde de parlementaires kasaïens contre le régime Mobutu, sans compter les rapports accablants de la FIDH et d'Amnesty International qui alertèrent la communauté internationale.

Conflits d'autorité entre pouvoir moderne d'Etat et pouvoir coutumier traditionnel

- 60 Les conflits d'autorité entre le pouvoir moderne d'Etat (provinces, entités territoriales décentralisées et administration foncière) et le pouvoir coutumier (chefferies, groupements, villages) ainsi que la survenance de conflits entre villages proches situés dans les limites des provinces a souvent entraîné l'implication des autorités provinciales. C'est une donnée récente de la situation sociopolitique que nous analyserons à partir des cas de l'une des crises les plus graves de l'histoire du Grand Kasaï connue sous l'appellation du « phénomène Kamuina Nsapu » et de celui des conflits de limites entre les communautés locales de provinces proches.

Le « phénomène Kamuina Nsapu »

- 61 Partie de la révolte d'un Chef de groupement⁴⁸ de la lignée des Bajila Kasanga en Territoire de Dibaya, cette crise est la conséquence d'une combinaison d'un malaise social latent avec des faiblesses de gouvernance territoriale nourries par la fragilité de l'Etat. C'est de la non reconnaissance par les autorités politico-administratives du pouvoir coutumier de J.-P. Pandi Mpumbulula intronisé le 25 mars 2013 Chef du groupement Kamuina Nsapu comme successeur de son défunt oncle paternel Anaclet Ntumba Mupala qu'est née sa contestation du pouvoir légalement établi. Ce nouveau Chef se mit à endoctriner par des cérémonies rituelles une jeunesse masculine à laquelle il prétendait donner par des forces surnaturelles la puissance de vaincre. Selon le récit de B. Beya Ngindu (2016), il faisait des incantations aux esprits des ancêtres qui lui répondaient et lui donnaient la force d'agir en vertu de « *Kabukulu ka ba kambwa, bena buloba bwabo* »⁴⁹. Les jeunes hommes qui recevaient cette initiation affluaient de tous les villages de Dibaya ou même des autres Territoires environnants. Ainsi est né le mouvement de ces initiés que ce Chef appelait « éléments » et le mythe de ces jeunes initiés qui combattaient sans armes à feu, mais toujours munis de bâtons pour faire face aux soldats armés à condition d'observer des règles et une forme de discipline : ne pas céder à la panique, ne pas regarder derrière et ne pas prendre les biens d'autrui pour être immunisés contre les balles de l'adversaire.
- 62 Cette réputation a entraîné un sentiment de peur chez les soldats des Forces armées de la RDC et les agents de la Police nationale congolaise. Des barrières furent dressées sur les principales routes reliant le Territoire de Dibaya aux villes de Kananga et de Mbuji-Mayi en visant tous les agents de l'ordre car, selon le Chef Kamuina Nsapu, ce sont eux qui avaient détruit sa maison et profané ses insignes de pouvoir coutumier, avec comme pour objectif de fragiliser son pouvoir. Par la suite, ces « éléments » se sont mis à s'attaquer aux édifices du pouvoir administratif et aux postes de police. Suite à l'octroi du statut de Chef de groupement à Ntenda, un chef de village sous la responsabilité de Kamuina Nsapu, les « éléments » déclenchèrent les hostilités le 30 juillet 2016 en brûlant plus de 100 maisons de ce village. Ce fut le début d'une série d'attaques contre les symboles du pouvoir public (siège des administrations territoriales, postes de police, écoles, structures de santé) qui partit de Tshimbulu le 8 août 2016 avant de s'étendre aux provinces du Kasaï oriental, du Kasaï et de Lomami.

Selon différents rapports⁵⁰, les conséquences des affrontements ont été les suivantes : entre 3000 et 5000 morts dont deux experts des Nations unies et leurs accompagnateurs ; 80 fosses communes découvertes ; 1,5 million de personnes affectées par la crise dont près de 600 000 déplacés internes⁵¹ ; 30 000 réfugiés en Angola ; plus de 3 000 000 de personnes souffrant d'insécurité alimentaire dont plus de 770 000 enfants souffrant de malnutrition parmi lesquels 400 000 atteints de malnutrition aiguë sévère ; 4000 enfants séparés de leur famille ; 2000 enfants utilisés par les groupes armés ; 300 blessés dans les violences ; 416 écoles et 224 structures de santé attaquées ; un évêché saccagé et un Grand Séminaire attaqué. Ces conséquences indiquent les dégâts causés par cette crise dont les séquelles sont graves sur le tissu social du Grand Kasaï. En guise d'illustration des atteintes sur le patrimoine, la figure 4 présente la répartition par provinces et territoire des attaques contre les écoles et les structures de santé.

Figure 4. Répartition par provinces des écoles et des structures de santé attaquées.

Source : UNICEF (2018), Kasaï : Les enfants, premières victimes de la crise, p. 13

- 63 Dans sa réaction contre la milice, le Gouvernement central est intervenu sur deux axes. Le premier a été militaire. Il fallait éradiquer le phénomène par la force. Ainsi, les forces armées de la RDC (FARDC) se déployèrent sur l'ensemble du Grand Kasaï qui fut érigé en « zone opérationnelle », avec le quartier général à Kananga. Le deuxième axe a été politique. Outre les démarches de négociations entreprises entre juin et août 2016 par l'entremise de députés nationaux et autres dignitaires du Kasaï Central pour appeler au calme les responsables de la milice, une conférence pour la paix et le développement du Grand Kasaï a été organisée à Kananga en septembre 2017.

Les conflits entre communautés locales impliquant les limites des provinces

- 64 Signalons enfin qu'il existe des conflits de limites impliquant les villages de provinces proches. Les rapports des assemblées provinciales des anciennes provinces (Kasaï Oriental et Kasaï Occidental) ont permis de répertorier quatorze conflits frontaliers dans les limites des actuelles provinces du Kasaï Oriental et du Kasaï Central. La plupart de ces conflits opposent les communautés locales des territoires de Kabeya Kamwanga

et Kamiji (Kasai Oriental) à celles de Dimbelenge et Dibaya (Kasai Central) et impliquent donc, pour leur résolution, l'implication des autorités des deux provinces. Ils ont principalement pour cause des revendications foncières relatives à l'exploitation artisanale de gisements de diamant et la recherche de terres arables. Ils ont causé des morts d'hommes (une cinquantaine de décès entre 2003 et 2015), des dégâts matériels importants (pertes de biens et abandon de villages) et la perte de nombreux jours de travail.

Conclusion

- 65 Les éléments du contexte analysés ont permis d'identifier les facteurs en cause, les enjeux du contrôle de pouvoir par différents acteurs, les déterminants de la structuration territoriale ainsi que les aspects du déclin socioéconomique. Ce contexte difficile a provoqué une frustration et un sentiment d'abandon face au pouvoir d'Etat dont l'utilité n'est pas bien perçue. Les divers conflits sont décrits et analysés selon leur nature et enjeux en faisant ressortir les effets sociaux, environnementaux et patrimoniaux. Ils ont eu des effets sur la structuration territoriale par d'importants mouvements de population et une urbanisation spontanée et destructrice de l'environnement. Pour le contrôle territorial par le pouvoir d'Etat, les conflits ont impliqué les acteurs politiques qui, dans leur recherche d'autorité, ont entraîné les ressortissants de leurs tribus et clans respectifs. Outre les conflits tribaux et claniques de la période postcoloniale, marquée par deux vagues de « refoulement » des Kasaiens du Katanga, il y a aussi eu des guerres récentes de libération (1996-1997) et d'agression (1998-2002). Ces conflits ont causé de nombreuses pertes en vies humaines, la déstabilisation des familles obligées d'abandonner leurs lieux de vie, leurs biens immobiliers ou leur travail ainsi que les difficultés d'intégration et d'installation dans les espaces d'accueil souvent mal équipés et inadaptés avec pour effet la dégradation du cadre de vie et du patrimoine tant architectural que naturel. La difficile articulation des pouvoirs d'Etat et coutumier a entraîné une incohérence des restructurations administratives successives dont les entités, mal gérées et dépourvues de ressources parce que ne tirant aucun profit de l'exploitation des ressources naturelles, n'ont apporté aucun bien-être aux communautés locales. Elle a provoqué des crises et conflits liés à la coexistence du légal et du légitime dans les mécanismes d'appropriation foncière. Ainsi analysé, le cas du Grand Kasai met en évidence les effets négatifs d'une territorialité dont est responsable un pouvoir fragile dans lequel les phénomènes agissant au niveau national interfèrent largement à l'échelle régionale et au niveau local pour secréter des crises, conflits et effets néfastes sur le patrimoine et l'environnement.

BIBLIOGRAPHIE

- BADOUIN R. (1986), « Les systèmes d'exploitation du sol en Afrique subsaharienne », in VERDIER V., ROCHEGUDE A. (éd.), *Systèmes fonciers à la ville et au village : Afrique noire francophone*, Paris, L'Harmattan, pp. 165-199.
- BANQUE MONDIALE (2017), *Revue de l'urbanisation en République démocratique du Congo*.
- BEGUIN H. (1965), « Espoirs, bilans et leçons d'un "paysannat" au Congo », *Revue Tiers Monde*, 24, pp. 891-913.
- BEYA NGINDU B. (2016), *Perception du phénomène social de crise. Cas de la révolte du Chef Kamuena Nsapu*, Kananga, Edition du CERKA.
- BIAYA T.K. (1985), « La "cuistrerie" de Mbujimayi (Zaire) », *Genève-Afrique*, 23, 1, pp. 61-86.
- BOUVIER P. (2012), *République Démocratique du Congo. Décentralisation. De la première à la troisième République*, Le Cri édition-AfricaMuseum, Tervuren.
- BRUNEAU J.C (2009), « Les nouvelles provinces de la République Démocratique du Congo : construction territoriale et ethnicités », *L'espace politique* [en ligne], 7/2009-1, mis en ligne le 30 juin 2009, consulté le 26 septembre 2017.
- BUSHABU M.M, MABIRA M. & KAPEND M. (2002), « Les besoins énergétiques des ménages de Kananga (RDC) », *BSGLg*, 42, <http://popups.ulg.ac.be/0770-7576/index.php?id=2259>.
- CIZUBU M. (1984), *La ville de Mbujimayi. Origine, urbanisation et morphologie urbaine*, Mémoire de Licence, IPN.
- COMITE EXECUTIF ITIE – RDC (2015), *Projet de rapport ITIE RDC*.
- CRONGD/Kasai oriental (2014), *Synthèse des Actes de la Table-ronde du Grand Kasai sur l'exploitation du diamant*, Mbujimayi.
- DE SAINT-MOULIN L. (1988), « Histoire de l'organisation administrative du Zaïre », *Zaïre-Afrique*, 261, pp. 197-222.
- DE SAINT-MOULIN L. (1992), « Les villes et l'organisation de l'espace du Zaïre », *Bulletin de Séances de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer*, 38, 3, pp. 447-469.
- DE SAINT-MOULIN (2007), « Analyse des résultats du second tour de l'élection présidentielle en RDC », *Congo-Afrique*, 411, pp. 37-54.
- GEENEN S., MARYSSE S. (2017), « La fin des diamants du sang : un futur brillant pour les diamants du Congo ? », www.researchgate.net/publication.
- GLOBAL WITNESS (2006), *La réforme du secteur du diamant en RDC*, www.globalwitness.org.
- HUYBRECHTS A. (1970), *Transports et structure de développement au Congo*, Bruxelles, Mouton.
- KABAMBA K. (2000), « Dynamique territoriale du Kasayi (Congo-Kinshasa). Incidences des changements socio-politiques et économiques sur la recomposition spatiale », *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, 39, 2000/2, pp. 101-114.
- KABAMBA K. (2001), « Enjeux territoriaux du pouvoir traditionnel et appropriation territoriale dans la campagne environnante de Kananga (R.D.Congo) », *Mosella*, 26, 3-4, pp. 237-248.

- KABAMBA K., LUKENGA C.E. (2002), « La minorité tetela à Kananga (RD Congo) », *Géographie et Cultures*, 41, pp. 79-92.
- KABATUSUILA P.M. (1994), *Organisation spatiale, cadre de vie et crise de l'environnement à Kananga (Zaire)*, Thèse de doctorat, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III.
- KABUYA KALALA F., MATATA PONYO M. (1999), *L'espace monétaire kasaien. Crise de légitimité et de souveraineté monétaire en période d'hyperinflation au Congo (1993-1997)*, Tervuren-Paris, Institut Africain – CEDAF/ L'Harmattan,
- KADIMA K.C. (2011), *Le système urbain de Kisangani et son impact sur l'exploitation des écosystèmes forestiers des collectivités de son environnement proche*, Thèse de doctorat en sciences, Université pédagogique nationale, Kinshasa.
- KALANDA M. (1959), *Baluba et Lulua. Une ethnie à la recherche d'un nouvel équilibre*, Bruxelles, Remarques Congolaises.
- KAMBAYI BWATSHIA J. (2016), *Baluba dimonayi's. Regardez-vous donc...*, Kinshasa, Centre de Recherche sur les Mentalités « Eugemonia ».
- KAMBAYI B., MUDINGA M. (1991), *Le « citancisme » au cœur de l'évolution de la société luba-kasai (sens et non-sens d'une mentalité)*, Kinshasa.
- LELO NZUZI (1995), « L'apport du diamant artisanal à l'essor de l'économie urbaine à Mbuji-Mayi au Zaïre », *Revue Belge de Géographie*, 119, 1-2, pp. 161-173.
- LOMBE TSHIBUABUA K.V., KANGITSI K.M. (1994), « Evolution et rôle du pouvoir coutumier dans la ville de Kananga de 1959 à 1990 », *Annales de l'ISP-Kananga*, V, 1, pp. 211-265.
- LUMANU MULENDA BWANA N'SEFU A. (2015), *Les provinces du Congo. Création, Démembrement et Regroupement (1910-2015)*, Kinshasa, Presses universitaires du Congo – IDEBASE EDITIONS.
- MBAMBI MONGA (2008), « La situation politique de la RDC et ses enjeux actuels », *Congo-Afrique*, 421, janvier, pp. 37-58.
- MONNIER L., WILLAME J.C. (dir. VERHAEGEN B.) (1964), *Les provinces du Congo, structure et fonctionnement : Sud Kasayi-Uele-Kongo central*, Lovanium, I.R.E.S., Lovanium, Léopoldville.
- MUELA M. (1987), « Rôle de l'immigration dans l'évolution d'une société : réflexions sur les problèmes sociaux inhérents au rapatriement des Baluba au Kasai (1959-1962) », *Zaire-Afrique*, 212, pp. 103-117.
- MUKENDI T.Ny. F. (2003), *Les Baluba-Kasai*, Kinshasa, Editions Lubilanj.
- MWANZA H., KABAMBA K. (2002), « Pauvreté et marginalisation rurales en Afrique au sud du Sahara », *Belgeo*, 1, pp. 3-16.
- NDAYWEL E ZIEM I. (2008), *Nouvelle histoire du Congo. Des origines à la République Démocratique*, Le Cri – Afrique Editions, Bruxelles/Kinshasa.
- NICOLAÏ H. (1960), « Conflits entre groupes africains et décolonisation au Kasai », *Revue de l'Université Libre de Bruxelles*, 1-2, pp. 131-144.
- PIERMAY J.L. (1993), *Citadins en quête du sol dans les villes d'Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan.
- POURTIER R. (1998), « Les refoulés du Zaïre : identité, autochtonie et enjeux politiques », *Autrepart*, 5, pp. 137-154.
- RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, Institut national de la Statistique (2017), *Annuaire statistique 2015*, Kinshasa.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, Coordination nationale REDD (2012), *Stratégie nationale REDD*, Kinshasa.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, PROMINES (2017), *Procès-verbal des travaux de la Commission interministérielle d'harmonisation et de consolidation des statistiques minières. Exercice 2016*, Kinshasa.

SCHMITZ S. (2000), « Portée heuristique des analyses de la territorialité et méthodes de mise en évidence des territoires », *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, 39, pp. 31-39.

TSHIMANGA M., (2009), *Le rôle de l'artisanat minier du diamant dans l'organisation régionale. Cas de Mbujimayi et ses environs au Kasai Oriental*, Thèse de doctorat en Géographie, Université de Lubumbashi.

TSHIMANGA-TSHILEJA R. (1969), *Les forces politiques traditionnelles en milieu urbain et rural Lulua*, Université Lovanium, Kinshasa.

THIUNZA K. (2003), *Mutations d'un système spatial rural. Cas du territoire luba kasayi*, Thèse de doctorat, Université de Liège.

UNICEF (2018), *Kasai : Les enfants, premières victimes de la crise*.

VANDERMOTTEN C., VANDEBURIE J. (2005), *Territorialités et politiques*, Editions de l'Université de Bruxelles.

VERDIER R., ROCHEGUDE A. (1986), *Systèmes fonciers à la ville et au village. Afrique noire francophone*, Paris, L'Harmattan.

VIRCOULON T., LIÉGEAIS F. (2012), *Inventer une politique publique dans un Etat failli. Le défi de la sécurisation des droits fonciers de l'Est Congo*, Bruxelles, IFRI-Programme Afrique subsaharienne, www.Ifri.org.

WOLFF E., TREFON T., SINTZOFF M. & MWANZA WA M. (1999), « Des villes grignotent la forêt au Gabon », *Revue Belge de Géographie*, 4, pp. 277-293.

ZARKA Y.C (2013), *L'inappropriabilité de la Terre. Principe d'une refondation philosophique*, Paris, A. Colin.

NOTES

1. Dénommé « phénomène Kamuina-Nsapu » dont il sera question dans la suite du texte.
2. Pour les autres provinces, l'ancien Equateur, appelé Grand Equateur, a été démembré en cinq provinces suivantes : Mongala, Tshuapa, Nord-Ubangi, Sud-Ubangi et Equateur ; la province Orientale en quatre : Tshopo, Ituri, Bas-Uelé et Haut-Uelé ; le Katanga en quatre : Haut-Katanga, Tanganyika, Haut-Lomami et Lualaba ; le Bandundu en trois : Kwango, Kwilu et Maï-Ndombe. Seules les provinces suivantes ont gardé les limites conformes à la structure administrative précédente : pour le Kivu : Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema et le Kongo-Central (anciennement Bas-Congo) ainsi que la Ville-Province de Kinshasa (figure 1).
3. Coquilathville devint Equateur, Stanleyville devint Orientale, Costermansville devint Kivu, Elisabethville devint Katanga et Lusambo devint Kasai.
4. L'Eglise catholique s'est inspirée de ce découpage pour les limites des provinces ecclésiastiques qui portent les noms des archevêchés : Kinshasa correspond à l'ancienne province de Léopoldville, Mbandaka pour le Grand Equateur, Kisangani pour la province Orientale, Bukavu pour le Grand Kivu, Lubumbashi pour le Grand Katanga et Kananga pour le Grand Kasai.

5. Circonscriptions administratives faisant partie du district. Les territoires sont découpés en secteurs ou chefferies qui comprennent les groupements, eux-mêmes constitués des villages.
6. Les Kasaiens étaient installés depuis plusieurs générations dans cette région pour travailler à l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK), actuellement la Gécamines, dans ses filiales et à la compagnie des chemins de fer du Bas-Congo au Katanga (BCK).
7. Ce qui a entraîné une politique d'épuration ethnique.
8. Expérience de développement agricole initié au Congo-Belge en vue d'élever le revenu de l'agriculture paysanne par l'introduction de diverses réformes notamment les lotissements agricoles aux familles (grands blocs (2000 x 600 m en moyenne) formés de la juxtaposition de lots individuels (100 x 600m), de nouvelles rotations de cultures du coton, du maïs et du coton, la mécanisation du labour (Beguin, 1965).
9. Dénommée « Baudine » en souvenir d'un des administrateurs de la Forminière, cette cité des travailleurs est actuellement habitée par les ouvriers de la MIBA et par des militaires.
10. C'est ce qu'on appelle couramment « Ville MIBA ».
11. Quartier construit à l'initiative de Joseph Ngalula, financé par la MIBA et destiné à loger les autorités administratives.
12. Mot ciluba dont le singulier est « *ciasasa* », signifiant lieu de construction anarchique et désordonné.
13. Jusqu'à 500 mètres de longueur, 165 de largeur et 8 de profondeur notamment pour celui du quartier Masanka dans la commune de Diulu.
14. Le site ancien fut fondé en 1884 par l'explorateur allemand Wissman, membre de la mission de Pogge, qui était déjà venu dans la région trois ans plus tôt. Ce site ancien était nommé Luluabourg-Malandji.
15. Les travaux qui sont en cours pour la construction de barrages sur les chutes Katende (62 mégawatts) grâce à un financement indien d'une part, et sur la Lubi au niveau de Miabi (12 mégawatts) sur un financement de la société minière SACIM d'autre part, permettront dans un bref délai d'augmenter la puissance installée.
16. Les problèmes de fonctionnement de la Régideso dans les villes de Mbuji-Mayi et de Kananga sont signalés depuis les années 1980 sans qu'il y ait de solution. A Tshikapa, une usine de traitement des eaux d'une capacité de 50 000 m³ par jour construite grâce un financement de 63 millions de dollars américains accordé par la Banque Africaine de Développement (BAD), a été inaugurée en juin 2017..
17. RDC, Ministères des Mines, PROMINES, *Procès-verbal des travaux de la Commission interministérielle d'harmonisation et de consolidation des statistiques minières. Exercice 2016*, Kinshasa, février 2017, p.2.
18. Initiative pour la transparence dans les industries extractives.
19. Plusieurs sources estiment que plus ou moins 2 millions de Kasaiens ont évolué dans les activités proches de l'exploitation artisanale du diamant : creuseurs, vendeurs et commissionnaires, transporteurs, restaurateurs, etc.
20. Dans plusieurs villages de la partie sud des savanes, de nombreux jeunes ou adultes de sexe masculin abandonnent les travaux de champs dès l'arrivée de la saison sèche au mois de mai pour devenir des creuseurs de diamant pendant plusieurs mois ; or, c'est pendant la saison sèche qu'ils sont censés préparer les champs pour la prochaine campagne agricole. En conséquence, les populations des villages situés dans un rayon de 50 km de Mbuji-Mayi et de Tshikapa ainsi que ceux du Territoire de Dibaya s'approvisionnent pendant une bonne partie de l'année en produits vivriers à partir de la ville.
21. Par exemple, en 2005 au Kasai Oriental le taux de scolarisation était de 52,2 % au niveau primaire et de 26,5 % au secondaire.
22. Plus de 11 000 enfants travaillaient dans les mines de diamant en 2006.

23. Ainsi, selon les données fournies par l'Institut national de la Statistique, entre 2010 et 2015 les trafics des aéroports de Mbuji-Mayi et Tshikapa ont connu une baisse sensible : pour Mbuji-Mayi, 64 505 passagers et 21 041 tonnes de fret en 2010 contre 45 991 passagers et 9666 tonnes en 2015 ; pour Tshikapa, 16 210 passagers et 4160 tonnes en 2010 contre 9535 passagers et 1836 tonnes en 2015. Pour la même période, l'aéroport voisin de Kananga connaissait une hausse de trafic passant de 27 413 passagers et 8426 tonnes de fret en 2010 à 30 504 passagers et 15 487 tonnes de fret (INS, 2017, tableaux 3.180 à 3.192, p. 452-481).

24. Nombreux exercent les activités de transport à moto. A Kinshasa, ils sont surnommés « wewa ».

25. C'est notamment le cas de la Table-ronde organisée à Mbuji-Mayi en juin 2014 : CRONGD/Kasai oriental, *Synthèse des Actes de la Table-ronde du Grand Kasai sur l'exploitation du diamant*, Mbuji-Mayi, juin 2014 (avec l'appui de l'Open Society Initiative for Southern Africa ou OSISA).

26. Structures créées par le pouvoir colonial en vue d'améliorer le système de production agricole sur le modèle suivant : organisation de l'espace rural sous forme de lotissement d'un terrain où des groupes de familles indigènes mettent systématiquement en valeur et exploitent pour leur compte les terres. Les lots avaient une superficie de 600 ha et étaient divisés en parcelles (Béguin, 1965).

27. CEDERIM : Centre de développement rural intégré de Mweka, financé par le FED (Fonds européen de développement) ; PMKO : Programme Maïs au Kasai oriental, financé par le FED (Fonds européen de développement) ; PRODALU : Projet de développement agricole de la Luluwa, financé par la Banque Mondiale.

28. Les autres voies d'évacuation de la production minière du Katanga étaient celles de Beira (2604 km) et de Dar es Salam (2652 km).

29. Tous les efforts récents de refinancement de la SNCC et de la SCTP avec l'appui de la Banque Mondiale et d'autres partenaires techniques et financiers n'ont pas apporté les résultats escomptés.

30. Par exemple, le litre de carburant (essence ou gasoil) coûte au moins deux fois plus cher au Kasai qu'à Kinshasa ; un sac de ciment de 50 kg coûte 40 à 45 dollars US à Kananga ou à Mbuji-Mayi alors qu'il est vendu 10 dollars à Kinshasa.

31. La classification officielle des routes en République Démocratique du Congo distingue trois catégories : les routes d'intérêt local, régionales et nationales. Les premières sont des routes de desserte agricole. Les routes régionales relient les principales villes et sont des axes de pénétration à l'intérieur de la province. Les routes nationales sont celles qui assurent l'interconnexion entre les provinces et les grandes villes. Au Grand Kasai, hormis la route Mbuji-Mayi-Mwene-Ditu, bitumée et en état de délabrement avancé, toutes les autres routes sont en terre et impraticables par manque d'entretien régulier.

32. Les statistiques indiquent une baisse des immatriculations de véhicules : de 2554 en 2010, elles sont passées à seulement 243 en 2015 pour l'ensemble du Grand Kasai (INS, 2015, tableau 3.170, p. 447).

33. Notons que depuis quatre ans, un effort de désenclavement est entrepris par la réhabilitation de la route Kananga-Kalambambuji (à la frontière avec l'Angola) en vue de relier le Grand Kasai au port de Lobito.

34. C'est le phénomène Bayanda qui a pris de l'ampleur depuis les années 1990, il s'agit du transport à vélo sur des longues distances de produits manufacturés ou du carburant destiné aux bourgs diamantifères. Les transporteurs (bayanda) sont recrutés par les commerçants pour tracter des vélos sur lesquels sont chargés des colis dont le poids dépasse les 200 kg.

35. Sources : Rapports CEI et CENI, L. de Saint Moulin (2007), « Analyse des résultats du second tour de l'élection présidentielle en RDC », Congo-Afrique n° 411, pp. 37-54.

36. A propos de la responsabilité dans ce conflit, elle est partagée par l'administration coloniale du Kasai, les missionnaires, les Luba-Lubilanji et les Luluwa.

37. Confirmé aussi par d'Albert Kalonji dans l'émission JMK TO DAY sur Télé50 (disponible sur Youtube).
38. Opération qualifiée par d'aucuns de « génocide luba ».
39. République démocratique du Congo, « *Programme d'appui à la Réforme foncière. Elaboration du document de politique foncière* », 2012, p. 16.
40. Dans l'organisation administrative de la RDC, la chefferie et le groupement sont, avec le village, deux entités dans lesquelles s'exerce le pouvoir coutumier. La chefferie est une entité décentralisée dotée de la personnalité juridique et gérée par les organes locaux dont un conseil de chefferie élu. Le groupement est une entité dite déconcentrée qui fait partie d'une chefferie ou d'un secteur.
41. En ce qui concerne les litiges individuels, T. Vircoulon et F. Liégeois (2012) constatent qu'en RDC, « le contentieux foncier constitue jusqu'à 80 % des cas civils portés devant les juridictions et parfois 30 % des délits ou crimes traités par les parquets » dans un contexte où la corruption a une dimension systémique et où l'appareil judiciaire joue un rôle marginal dans la résolution de ces conflits.
42. L'indice de l'importance de la population non résidente (INR) est le rapport entre le nombre d'exploitants agricoles non résidents (Enr) sur l'ensemble des exploitants (E), soit $\text{Enr}/\text{E} \times 100$. Celui de la population agricole allochtone (INL) est le rapport entre le nombre d'exploitants non membres du lignage propriétaire des terres sur l'ensemble des exploitants, soit $\text{Enl}/\text{E} \times 100$ (Kabamba, 2001).
43. Signalons que dans les campagnes environnantes des villes kasaïennes (comme en périphérie de Kinshasa ou de la plupart des villes congolaises), il a été constaté que plus de 95 % des terres acquises auprès des chefs coutumiers ne sont pas exploitées, ce qui pousse certains analystes à parler de la « thésaurisation » de la terre parfois pendant plusieurs années, sans mise en valeur. Pareille pratique est préjudiciable pour le secteur agropastoral, pour la communauté locale et pour l'acquéreur.
44. Au Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri, grâce à l'appui de ONU-Habitat, une expérience de sécurisation basée sur l'élaboration de « chartes mutuelles de collaboration entre parties prenantes dans le processus de Planification Communautaire Foncière Participative (PCFP) » est menée actuellement dans quelques chefferies.
45. Voir www.un.org/fr/conflict/land-conflict.shtml.
46. Selon un rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et Amnesty International.
47. Au Grand Kasaï, tous les creuseurs croient fermement à l'efficacité de ce rite pratiqué par les chefs coutumiers afin d'implorer les ancêtres défunts pour qu'ils rendent l'exploitation rentable. *A contrario*, ils pensent que ces chefs coutumiers ont le pouvoir de bloquer la découverte du diamant sur les terres sous leur autorité.
48. Dans la terminologie locale, les chefs de cette catégorie sont appelés « Grands chefs » pour les distinguer des chefs de village qui sont sous leur responsabilité.
49. Traduction : « pouvoir traditionnel des ancêtres, propriétaires de leur terre ».
50. Eglise catholique, Mission et Agences du Système des Nations Unies (MONUSCO, UNICEF, OIM, FAO, PAM), ONG des droits de l'homme.
51. Ces déplacés ont abandonné leurs villages dont certains ont été détruits. Leurs champs ont été abandonnés ou détruits. Nombreux ont erré dans la brousse. Pour la plupart, ils n'ont rien trouvé à leur retour chez eux : plus de maisons, plus de champs ni de provisions alimentaires, plus de petit cheptel d'élevage. Ils meurent de faim et souffrent pour la plupart de malnutrition.

RÉSUMÉS

L'article aborde la question de la conflictualité liée à la difficile articulation des pouvoirs d'Etat et coutumier traditionnel au Grand Kasai. En dépit de ses énormes potentialités naturelles, cet espace situé au centre de la République démocratique du Congo connaît depuis près de soixante ans une succession de conflits et une restructuration territoriale, conséquences de la fragilité et de l'instabilité de ce vaste Etat d'Afrique centrale. Les enjeux de contrôle de pouvoir par différents acteurs, les crises et conflits liés tant à l'exploitation des ressources naturelles, particulièrement le diamant, ainsi que les mécanismes d'appropriation foncière sont analysés en mettant en évidence les éléments du contexte socioéconomique tels que d'importants mouvements de population, un déclin de l'agriculture, une urbanisation galopante, un enclavement et un isolement causés par la dégradation des transports terrestres et un difficile accès aux services de base. La conséquence en est un état de délabrement généralisé des infrastructures, des équipements socio-collectifs et une destruction de la diversité naturelle plongeant la population dans un sentiment d'abandon et de frustration.

This article tackles the issue of the conflicts bound to the difficult articulation between State power and customary laws in Large Kasai. In spite of its enormous natural potentiality, this space located at the centre of the Democratic Republic of the Congo has experienced for nearly sixty years a succession of conflicts and a territorial restructuring, as a consequence of the fragility and instability of this huge State of Central Africa. The stakes of power control by various actors, the crisis and conflicts related to the exploitation of the natural resources, particularly diamond, as well as the mechanisms of land appropriation are analysed by highlighting the elements of the socio-economic context such as significant movements of population, a rapid urbanization, an enclosing and insulation caused by the deterioration of surface transports and a difficult access to basic services. All this results in a widespread dilapidated state of the infrastructures, public facilities and the destruction of natural diversity plunging the population in a feeling of neglect and frustration.

INDEX

Mots-clés : territorialité, pouvoir, ressources naturelles, conflits, Grand Kasai, République démocratique du Congo

Keywords : territoriality, power, natural resources, conflicts, Large Kasai, Democratic Republic of Congo

AUTEUR

KABATA KABAMBA

Département de Géographie, Université Pédagogique Nationale, Kinshasa-Binza,
kabkabamba@gmail.com